



□  
**SNUipp Hors de France**  
128 bd Blanqui  
75013 Paris  
Tél. 01 40 79 50 70  
[hdf@snuipp.fr](mailto:hdf@snuipp.fr)

Paris, le 16 décembre 2013

à Madame FARNAUD DEFROMONT  
Directrice de l'AEFE

**Objet : Préavis de grève**

Madame la directrice,

Après plusieurs années de gel des crédits publics, le budget de l'AEFE (programme 185) vient de subir une baisse de 8,5 M€. L'Agence, contrainte d'accentuer sa politique d'autofinancement, n'a plus les moyens d'assurer ses missions et le service public d'Education à l'étranger est sérieusement menacé. Les préconisations de la concertation sur l'avenir de l'enseignement français à l'étranger ne vont pas dans le bon sens. **Le déconventionnement annoncé du lycée français de Mexico, la fermeture de l'EGD d'Agadir et la purge du réseau des écoles françaises à Madagascar** illustrent le choix de la privatisation.

**Les personnels de l'AEFE ne peuvent rester indifférents à cette situation d'autant qu'ils payent au prix fort le prix du désengagement de l'Etat français :**

#### **Ils sont précarisés**

- en cas de rupture de la convention, le passage à un statut de détaché direct fragilise la situation des titulaires qui ne bénéficient plus des mêmes garanties dès lors qu'ils ne sont plus sous contrat de droit public ;
- la dotation insuffisante en postes de résidents maintient durablement près de 700 titulaires en disponibilité sur contrat local ;
- les recrutés locaux n'ont quasiment aucune perspective de titularisation ;

#### **Leur pouvoir d'achat est menacé**

- la réforme à coût constant de l'ISVL des personnels résidents montre déjà ses limites: dans le cadre des reclassements de janvier, la baisse de l'enveloppe de 648.000 € rendra impossible les augmentations nécessaires ;

- les conditions contractuelles et salariales des recrutés locaux se dégradent ;
- les recrutés locaux ne touchent pas les indemnités liées à l'exercice de leur fonction : comme leurs collègues titulaires, ils doivent percevoir l'ISAE dans le 1er degré ;
- le blocage du projet d'arrêté « extensions d'indemnités » prive les résidents exerçant des fonctions particulières des indemnités statutaires auxquelles ils ont droit ;

### **Ils ne sont pas écoutés**

- le refus systématique par la tutelle de soumettre à délibération au Conseil d'administration les propositions du SNUipp et du SNES de revalorisation de l'ISVL et de l'avantage familial donne aux personnels résidents le sentiment de ne pas être écoutés ;

### **Leurs droits syndicaux sont menacés**

- la participation des recrutés locaux aux réunions syndicales, quand elles peuvent se tenir, fait de plus en plus souvent l'objet de restrictions voire d'interdictions ;
- l'autoritarisme, les menaces et les pressions à l'égard des personnels et de leurs représentants sont récurrentes.

A l'occasion des discussions sur le Plan d'orientation stratégique de l'AEFE, les personnels, adresseront un signal clair à l'Agence : **ils seront en grève le 9 janvier prochain afin qu'une attention particulière soit portée à leurs revendications dans le cadre de l'élaboration de ce nouveau POS.**

Recevez, madame la Directrice, l'expression de nos cordiales salutations.

Pour le SNUipp Hors de France



Christophe Le Bolc'h